

Succession en déshérence de Julia Maria Carolina De Hert

Julia Maria Carolina De Hert, veuve de Carolus De Roeck, née à Anvers le 8 mars 1895, sans profession, domiciliée à Anvers, Van de Wervestraat 71, est décédée à Zoersel le 8 mars 1984, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance à Anvers a, par jugement du 7 avril 1989, ordonné les publications et affiches prescrites par l'article 770 du Code civil.

Anvers, le 20 avril 1989.

Le directeur régional de l'enregistrement,
A. Van den Bulck.

Succession en déshérence de Brees, Gustavus Mathias Maria Cornelius

Brees, Gustavus Mathias Maria Cornelius, célibataire, sans profession, né à Anvers le 2 septembre 1896, fils de Brees, Gustavus Ludovicus Cornelius, et de Fontyn, Josephina Maria, conjoints décédés, domicilié à Bruxelles, rue du Canal 12, est décédé à Bruxelles le 27 octobre 1984, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Bruxelles a, par ordonnance du 31 janvier 1989, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Bruxelles, le 20 avril 1989.

Le directeur régional,
A. Defresnes.

Succession en déshérence de Lepage, Pierre

Lepage, Pierre Joseph, veuf de Carlier, Eva, né à Lodelinsart le 17 juillet 1919, domicilié à Jumet, rue du Souverain 15, est décédé à Jumet le 8 juillet 1987, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Charleroi a, par jugement du 10 avril 1989, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Namur, le 25 avril 1989.

Le directeur régional de l'enregistrement,
J. Haurens.

**MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE****Election du Parlement européen du 18 juin 1989**

17 AVRIL 1989. — Instructions pour le président du bureau principal de Collège, relatives aux opérations préliminaires de l'élection

Madame le Président,
Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-après les instructions concernant les opérations du bureau principal du collège électoral dont la présidence vous est confiée par la loi.

A. Dispositions générales

1. Pour l'accomplissement de votre mission, il y a lieu de vous référer aux dispositions légales et réglementaires suivantes :

1° la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen (*Moniteur belge* du 25 mars 1989);

Erfloze nalatenschap van Julia Maria Carolina De Hert

Julia Maria Carolina De Hert, weduwe van Carolus De Roeck, geboren te Antwerpen op 8 maart 1895, zonder beroep, wonende te Antwerpen, Van de Wervestraat 71, is overleden te Zoersel op 8 maart 1984, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, om namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Antwerpen, bij vonnis van 7 april 1989, de bekendmakingen en aanplakkingen, voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek, bevolen.

Antwerpen, 20 april 1989.

De gewestelijke directeur der registratie,
A. Van den Bulck.

(2711)

Erfloze nalatenschap van Brees, Gustavus Mathias Maria Cornelius

Brees, Gustavus Mathias Maria Cornelius, ongehuwd, zonder beroep, geboren te Antwerpen op 2 september 1896, zoon van Brees, Gustavus Ludovicus Cornelius, en Fontyn, Josephina Maria, overleden echtgenoten, wonende te Brussel, Vaartstraat 12, is overleden te Brussel op 27 oktober 1984, zonder gekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, om namens de Staat, de inbezitstelling te bekomen van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Brussel, bij bevelschrift van 31 januari 1989, de bekendmakingen en aanplakkingen, voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek, bevolen.

Brussel, 20 april 1989.

De gewestelijke directeur,
A. Defresnes.

(2712)

Erfloze nalatenschap van Lepage, Pierre

Lepage, Pierre Joseph, weduwnaar van Carlier, Eva, geboren te Lodelinsart op 17 juli 1919, wonende te Jumet, rue du Souverain 15, is overleden te Jumet op 8 juli 1987, zonder bekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, om namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Charleroi, bij vonnis van 10 april 1989, de bekendmakingen en aanplakkingen, voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek, bevolen.

Namen, 25 april 1989.

De gewestelijke directeur der registratie,
J. Haurens.

(2713)

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN OPENBAAR AMBT****Verkiezing van het Europees Parlement van 18 juni 1989**

17 APRIL 1989. — Algemene onderrichtingen voor de voorzitter van het collegehoofdbureau, betreffende de voorbereidende verrichtingen voor de verkiezing

Mevrouw de Voorzitter,
Mijnheer de Voorzitter,

Ik heb de eer U hieronder de onderrichtingen te doen toekomen omtrent de verrichtingen van het hoofdbureau van het kiescollege waarvan U bij de wet tot voorzitter is aangewezen.

A. Algemene bepalingen

1. Voor de uitvoering van uw opdracht dient U zich te refereren aan de volgende wettelijke en verordenende bepalingen :

1° de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement (*Belgisch Staatsblad* van 25 maart 1989);

2° le Code électoral dont certaines dispositions sont rendues applicables par la loi du 23 mars 1989 à l'élection du Parlement européen;

3° la loi du 9 août 1988 portant modification de la loi communale, de la loi organique des centres publics d'aide sociale, de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les chambres législatives et les conseils provinciaux (*Moniteur belge* du 13 août 1988) en ce qui concerne les articles 89bis, 107bis, 142bis, 146bis du Code électoral rendus applicables à la présente élection, pour les communes de Commines-Warneton et Fourons, en vertu de la loi du 23 mars 1989;

4° pour ce qui concerne l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, j'attire également votre attention, en raison des mesures de coordination à prévoir, sur les lois suivantes :

a) loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises (*Moniteur belge* du 14 janvier 1989);

b) loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale (*Moniteur belge* du 14 janvier 1989), modifiée par la loi du 31 mars 1989.

2. J'attire votre attention sur les lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées par l'arrêté royal du 18 juillet 1966 (*Moniteur belge* du 2 août 1966), stipulant en son article 1er, § 1er, 5°, que les dispositions de ces lois s'appliquent aux opérations relatives aux élections législatives, provinciales et communales. Pour éviter tout arbitraire, la seule solution raisonnable est de décider, par analogie, que ces dispositions s'appliquent également aux opérations relatives à l'élection du Parlement européen. J'insiste également sur le fait que lorsqu'un canton électoral est composé de communes unilingues et de communes à facilités linguistiques, les bulletins de vote sont unilingues dans les communes unilingues et bilingues, dans les communes à facilités (article 128, dernier alinéa, du Code électoral).

B. Mission et composition du bureau principal de collège

3. Aux termes de l'article 12, § 2, dernier alinéa, de la loi du 23 mars 1989, le bureau principal de collège est chargé exclusivement de l'accomplissement des opérations préliminaires de l'élection et de celles du recensement général des votes.

Le bureau principal de collège siégeant à Namur est à ce dernier titre, chargé de la répartition des sièges pour le collège électoral français.

4. Le bureau principal de collège est présidé par le président du tribunal de première instance du chef-lieu du collège, ou, à son défaut, par le magistrat qui le remplace.

Lorsqu'un même magistrat est appelé à présider à la fois le bureau principal de collège et/ou le bureau principal de province et/ou le bureau principal de canton, il est remplacé dans cette (ces) dernière(s) fonction(s) par le(s) magistrat(s) qui est (sont) appelé(s) à le remplacer en cas d'empêchement dans ses fonctions judiciaires.

Vous êtes invité à avertir le(s) magistrat(s) en cause de la mission qui lui (leur) incombe.

5. Le bureau principal de collège comprend, outre son président :

1° quatre assesseurs et quatre assesseurs suppléants désignés par le président parmi les électeurs de la commune dans laquelle le bureau principal de collège est établi. Le choix du président ne doit être guidé que par le souci de composer son bureau d'éléments capables de lui assurer une collaboration efficace (formule 3) (1);

2° un secrétaire, ayant 18 ans au moins, choisi librement par le président parmi les électeurs de la province dans laquelle le bureau principal de collège est établi; le secrétaire n'a pas voix délibérative aux décisions du bureau.

Les candidats ne peuvent faire partie du bureau.

6. Les membres de la Chambre des Représentants étant appelés à se prononcer sur la validité des opérations électorales (cfr. article 43 de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen), vous êtes prié de ne pas les désigner comme membres de votre bureau.

(1) Les formules auxquelles il est renvoyé dans les présentes instructions ont été publiées au *Moniteur belge* du 5 avril 1984.

2° het Kieswetboek, waarvan sommige bepalingen door de wet van 23 maart 1989 toepasselijk zijn gemaakt op de verkiezing van het Europese Parlement;

3° de wet van 9 augustus 1988 tot wijziging van de gemeentewet, de gemeentekieswet, de organieke wet betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de provinciewet, het Kieswetboek, de wet tot regeling van de provincieraadsverkiezingen en de wet tot regeling van de gelijktijdige parlements- en provincieraadsverkiezingen (*Belgisch Staatsblad* van 13 augustus 1988) wat de artikelen 89bis, 107bis, 142bis, 146bis betreft van het Kieswetboek, die krachtens de wet van 23 maart 1989 op deze verkiezing toepasselijk zijn gemaakt voor de gemeenten Komen-Waasten en Voeren;

4° wat het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad betreft, vestig ik, omwille van de te voorzien coördinatiemaatregelen, uw aandacht op volgende wetten :

a) bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselsse instellingen (*Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1989);

b) wet van 12 januari 1989 tot regeling van de wijze waarop de Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt verkozen (*Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1989), gewijzigd bij de wet van 31 maart 1989.

2. Ik vestig uw aandacht op artikel 1, § 1, 5°, van de bij koninklijk besluit van 18 juli 1966 gecoördineerde wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken (*Belgisch Staatsblad* van 2 augustus 1966), naar luid waarvan de bepalingen van die wetten toepasselijk zijn op de verrichtingen bij de parlements-, provincieraads- en gemeenteraadsverkiezingen. Ten einde elke willekeur te vermijden, dient redelijke wijze te worden aangenomen dat deze bepalingen, bij analogie, eveneens van toepassing zijn op de verkiezing van het Europese Parlement. Ik beklemtoon het feit dat, indien een kieskantón is samengesteld uit ééntalige gemeenten en uit gemeenten met taalfaciliteiten, de stembiljetten éentalig zijn in de ééntalige gemeenten, en tweetalig in de gemeenten met faciliteiten (artikel 128, laatste lid, van het Kieswetboek), gewijzigd bij de wet van 31 maart 1989.

B. Opdracht en samenstelling van het collegehoofdbureau

3. Luidens artikel 12, § 2, laatste lid, van de wet van 23 maart 1989 is het collegehoofdbureau uitsluitend met de aan de stemming voorafgaande verrichtingen en met algemene telling van de stemmen belast.

Het collegehoofdbureau, dat te Mechelen zitting houdt, is derhalve belast met de zetelverdeling voor het Nederlandse kiescollege.

4. Het collegehoofdbureau wordt voorgezeten door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van de hoofdplaats van het college of, bij zijn ontstentenis, door de hem vervangende magistraat.

Wanneer dezelfde magistraat terzelfdertijd het collegehoofdbureau en/of het provinciehoofdbureau en/of het kantoorhoofdbureau moet voorzitten, wordt hij in dat (die) laatste ambt(en) vervangen door de magistraat (magistraten) die hem bij verhindering in zijn gerechtelijk ambt vervangt (vervangen).

U gelieve de betrokken magistraat (magistraten) te verwittigen van de opdracht die hem (hun) te beurt valt.

5. Het collegehoofdbureau is, buiten zijn voorzitter, samengesteld uit :

1° vier bijzitters en vier plaatsvervangende bijzitters door de voorzitter aangewezen uit de kiezers van de gemeente waar het collegehoofdbureau zich bevindt. Bij zijn keuze moet de voorzitter zich enkel laten leiden door het verlangen om zijn bureau samen te stellen uit personen, die hem een degelijke medewerking kunnen verzekeren (formulier 3) (1);

2° een door de voorzitter vrijelijk gekozen secretaris uit de kiezers van de provincie waar het collegehoofdbureau zich bevindt, die ten minste 18 jaar oud is; de secretaris heeft geen medebeslissende stem.

De kandidaten mogen geen deel uitmaken van het bureau.

6. Aangezien de leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers zich moeten uitspreken over de geldigheid van de kiesverrichtingen (cfr. artikel 43 van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europese Parlement), wordt U verzocht hen niet als leden van Uw bureau aan te wijzen.

(1) De formulieren waarnaar in deze onderrichtingen worden verwezen zijn bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 5 april 1984.

7. Le bureau principal de collège doit avoir été constitué le mardi 17 avril 1989, soixante-deuxième jour avant celui du scrutin (article 12, § 2, alinéa 2, de la loi du 23 mars 1989).

En vertu de l'article 12, § 3, de la loi du 23 mars 1989, il est constitué dans le chef-lieu de chaque province un bureau principal de province. Il est présidé par le président du tribunal de première instance du chef-lieu ou, à son défaut, par le magistrat qui le remplace.

Le bureau principal de province comprend, outre le président, quatre assesseurs, quatre assesseurs suppléants et un secrétaire. Les quatre assesseurs et les quatre assesseurs suppléants sont désignés par le président parmi les électeurs de la commune dans laquelle le bureau principal de province est établi.

Le secrétaire est désigné par le président parmi les électeurs de la province dans laquelle le bureau principal de province est établi.

Le président du bureau principal de province exerce un contrôle sur l'ensemble des opérations dans la province et prescrit au besoin les mesures d'urgence que les circonstances pourraient rendre nécessaires. Le bureau centralise les résultats du dépouillement au niveau de la province.

Il est constitué dans le chef-lieu de chaque canton électoral un bureau principal de canton comprenant, outre le président, quatre assesseurs et quatre assesseurs suppléants désignés par le président dudit bureau parmi les électeurs du chef-lieu de canton ainsi qu'un secrétaire parmi les électeurs du canton.

En vertu de l'article 95, § 4, du Code électoral, les présidents des bureaux principaux de canton sont chargés de désigner les présidents, assesseurs et assesseurs suppléants des bureaux de dépouillement ainsi que les présidents des bureaux de vote. Il leur appartient également de recevoir les désignations de témoins pour les bureaux de vote et de dépouillement (articles 19, dernier alinéa, et 28 de la loi du 23 mars 1989).

8. Il vous incombe de faire savoir aux présidents des bureaux principaux de canton qu'il leur appartient de désigner les présidents et assesseurs des bureaux de dépouillement ainsi que les présidents des bureaux de vote (formule 6).

C. Opérations préliminaires au scrutin

a) Réception des actes de présentation de candidatures et désignation de témoins.

9. 1^o Dans l'avis (formule 1) que vous publierez et ferez afficher dans toutes les communes des circonscriptions électorales wallonne et bruxelloise, 61 jours au moins avant l'élection, soit le mardi 18 avril 1989 au plus tard, vous aurez soin d'indiquer :

— les lieu, jours et heures auxquels vous recevrez les présentations de candidats. Aux termes de l'article 19 de la loi du 23 mars 1989, les présentations de candidats doivent obligatoirement être reçues le vendredi 58^e jour, de 14 à 16 heures (21 avril 1989) et le samedi 57^e jour avant le scrutin, de 9 à 12 heures (22 avril 1989);

— la faculté pour les candidats de désigner, dans leur déclaration d'acceptation, un témoin et un témoin suppléant pour le bureau principal de collège, pour chacun des bureaux principaux de province et de canton, en vue d'assister aux séances et aux opérations de ces bureaux (article 21, § 3, de la loi du 23 mars 1989).

2^o Quinze jours au moins avant l'élection, soit le samedi 3 juin 1989 au plus tard, le président du bureau principal de canton publie un avis (formule 2) fixant le lieu auquel il recevra, le mardi cinquième jour avant l'élection, soit le mardi 13 juin 1989, de 14 à 16 heures, les désignations de témoins pour les bureaux de dépouillement et les bureaux de vote (article 19, dernier alinéa, de la loi du 23 mars 1989).

10. Les candidats et les électeurs qui ont déposé les actes de présentation peuvent prendre connaissance, sans déplacement, de ces actes et adresser par écrit leurs observations au bureau principal de collège. Ce droit s'exerce le vendredi 21 avril 1989, de 14 à 16 heures, le samedi 22 avril 1989, de 9 à 14 heures, et le lundi 24 avril 1989, de 13 à 16 heures.

11. Les formules 13, 14 ou 16 peuvent servir de guide aux personnes présentes. Leur emploi n'est toutefois pas obligatoire, mais il convient d'en donner connaissance aux personnes qui le demanderaient, et même, si vous possédez un nombre suffisant d'exemplaires de ces formules, d'en délivrer sans frais à ces électeurs.

12. Le président doit s'abstenir de donner aucune assurance aux candidats ou aux personnes présentes quant à la validité des actes de présentation, mais il ne lui est pas interdit d'éclairer les intéressés sur les formalités à remplir ou de leur signaler, dans leurs présentations, certaines irrégularités dont la rectification, en temps utile, peut rendre l'acte valable. Il convient de souligner, le

7. Het collegehoofdbureau dient samengesteld te zijn op dinsdag 17 april 1989, tweeënzestigste dag vóór die van de stemming vergaert (artikel 12, § 2, tweede lid, van de wet van 23 maart 1989).

Overeenkomstig artikel 12, § 3, van de wet van 23 maart 1989 wordt in de hoofdplaats van elke provincie een provinciehoofdbureau samengesteld. Het wordt voorzeten door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van de hoofdplaats of, bij zijn ontstentenis, door de magistraat die hem vervangt.

Het provinciehoofdbureau bestaat, buiten de voorzitter, uit vier bijzitters, vier plaatsvervangende bijzitters en een secretaris. De vier bijzitters en de vier plaatsvervangende bijzitters worden door de voorzitter aangewezen uit de kiezers van de gemeente waar het provinciehoofdbureau zich bevindt.

De secretaris wordt door de voorzitter aangewezen uit de kiezers van de provincie waar het provinciehoofdbureau zich bevindt.

De voorzitter van het provinciehoofdbureau houdt toezicht over de kiesverrichtingen in de provincie en schrijft zonedig de spoedmaatregelen voor die de omstandigheden mochten vereisen. Het bureau verzamelt de uitkomsten van de stemopneming in de provincie.

In elk kieskanton wordt, in de hoofdplaats, een kantonhoofdbureau samengesteld, bestaande, buiten de voorzitter, uit vier bijzitters en vier plaatsvervangende bijzitters aangewezen door de voorzitter van dit bureau, uit de kiezers van de kantonhoofdplaats, alsmede uit een secretaris aangewezen, uit de kiezers van het kanton.

De voorzitters van de kantonhoofdbureaus zijn, op grond van artikel 95, § 4, van het Kieswetboek, belast met de aanwijzing van de voorzitters en bijzitters van de stemopnemingsbureaus, alsmede van de voorzitters van de stembureaus. Eveneens nemen zij de aanwijzing van de getuigen voor de stembureaus en de stemopnemingsbureaus in ontvangst (artikel 19, laatste lid, en 28 van de wet van 23 maart 1989).

8. U dient tevens aan de voorzitters van de kantonhoofdbureaus mede te delen dat zij de voorzitters en bijzitters van de stemopnemingsbureaus alsmede de voorzitters van de stembureaus moeten aanwijzen (formulier 6).

C. Aan de stemming voorafgaande verrichtingen

a) Inontvangstneming van de akten houdende voordracht van kandidaten en aanwijzing van getuigen.

9. 1^o In het bericht (formulier 1) dat U 61 dagen vóór de stemming d.i. uiterlijk dinsdag 18 april 1989, dient af te kondigen en te doen aanplakken in al de gemeenten van de Vlaamse en de Brusselse kieskring moet worden voormeld :

— plaats, dagen en uren waarop U de voordrachten van kandidaten zult in ontvangst nemen. Naar luid van artikel 19 van de wet van 23 maart 1989, moeten de voordrachten van kandidaten verplicht ontvangen worden op vrijdag 58^e dag vóór de stembag tussen 14 en 16 uur (21 april 1989), en op zaterdag 57^e dag vóór de stembag tussen 9 en 12 uur (22 april 1989);

— dat de kandidaten in hun verklaring van bewilliging een getuige en een plaatsvervangende getuige kunnen aanwijzen voor het collegehoofdbureau, voor elk van de provinciehoofdbureaus en voor de kantonhoofdbureaus om de vergaderingen en verrichtingen van die bureaus bij te wonen (artikel 21, § 3, wet van 23 maart 1989).

2^o Ten minste vijftien dagen vóór de verkiezing d.i. uiterlijk zaterdag 3 juni 1989 maakt de voorzitter van het kantonhoofdbureau bekend op welke plaats hij, de dinsdag, vijfde dag voor de stemming, d.i. dinsdag 13 juni 1989, tussen 14 en 16 uur, de aanwijzingen van de getuigen voor de stemopnemings- en stembureaus in ontvangst zal nemen (formulier 2, artikel 19, laatste lid, wet van 23 maart 1989).

10. De kandidaten en de kiezers die de voordrachtsakten hebben ingediend, mogen, zonder verplaatsing van die akten kennis nemen en hun opmerkingen schriftelijk aan het collegehoofdbureau mededelen. Van dit recht mag worden gebruik gemaakt de vrijdag 21 april 1989, tussden 14 en 16 uur, de zaterdag 22 april 1989, tussden 9 en 14 uur, en de maandag 24 april 1989, tussden 13 en 16 uur.

11. De formulieren 13, 14 of 16 kunnen de voordragende personen tot leidraad dienen. Zij moeten echter niet verplicht gebruikt worden; het past echter er kennis van te geven aan de personen die er mochten om verzoeken, en zelfs zo U een voldoende aantal formulieren bezit, ze zonder kosten aan die personen te geven.

12. De voorzitter moet er zich van onthouden aan de kandidaten of aan de voordragende personen enige zekerheid te geven omtrent de geldigheid van de voordrachtsakten; hij mag echter de belanghebbende omtrent de te vervullen formaliteiten voorlichten of hen wijzen op sommige onregelmatigheden in hun voordrachten, die, wanneer ze tijdig verbeterd zijn, de akte geldig kunnen maken. In

cas échéant, que les suppléants figurant sur l'acte de présentation doivent être au nombre de trois au moins (article 117, alinéa 2, du Code électoral).

13. La présentation est remise par un des trois électeurs signataires au moins désignés par les candidats ou par un des deux candidats désignés par les parlementaires représentants (article 21 de la loi du 23 mars 1989).

La présentation doit indiquer les nom, prénoms, date de naissance, profession, domicile et adresse complète des candidats ainsi que le cas échéant des électeurs qui les présentent. Il conviendrait de signaler au déposant de l'acte les omissions que vous pourriez constater à cet égard et qui pourraient être cause de nullité, s'il en résultait un doute sur l'identité des candidats ou des présentants.

Le sexe des candidats se détermine en fonction du prénom, qui est repris sur le bulletin de vote. Toutefois, il y a lieu d'autoriser le candidat qui en fait la demande de faire précéder son nom de l'abréviation du mot « Mademoiselle » (Melle), « Madame » (Mme) ou « Monsieur » (M).

Pour les femmes mariées ou veuves, l'acte de présentation doit indiquer, le nom sous lequel elles entendent être inscrites sur l'affiche dont les indications sont prévues par l'article 23 de la loi du 23 mars 1989 et sur le bulletin de vote. C'est parmi ces indications que le bureau principal devra reprendre les mentions qui seront inscrites sur le bulletin.

L'identité de la candidate, mariée ou veuve, peut être précédée du nom de son mari ou de son époux décédé.

La présentation peut mentionner le sigle composé de six lettres au plus appelé à surmonter la liste des candidats sur le bulletin de vote. Un même sigle peut être formulé dans une langue nationale, soit traduit dans une autre langue nationale, soit composé à la fois de sa formule dans une langue nationale et de sa traduction dans une autre langue nationale. Au sigle ainsi composé, peut être ajouté un élément complémentaire comprenant six lettres au maximum et désignant le groupe politique européen dont la formation se réclame, l'ensemble constituant un seul sigle. Dans le cas, il est fait usage de cette faculté, le sigle appelé à surmonter la liste de candidats sur le bulletin de vote peut être présenté soit sur une seule ligne, les deux éléments étant séparés par un tiret, soit sur deux lignes, le premier élément sur une ligne et l'élément complémentaire sur une seconde ligne, les deux lignes étant séparées par un trait horizontal. Outre le sigle, il sera fait mention de la ou des dénominations que le sigle représente.

Les présentations de candidats qui se réclament d'un sigle déposé doivent être accompagnées de l'attestation de la personne déléguée, ou de son suppléant, par le groupe parlementaire; à défaut de production de pareille attestation, le président du bureau principal écarte d'office l'utilisation du sigle protégé par une liste non reconnue (article 20, dernier alinéa, de la loi du 23 mars 1989).

14. Le président ne peut refuser de recevoir un acte de présentation ou d'acceptation présenté dans le délai fixé, quelle que soit l'évidence des incorrections qu'il renferme.

Il en donne récépissé (formule 15 ou 16) et mentionne au bas de l'acte de présentation « Remis par M. ou Mme le 19 .. à heures. »

15. Si des électeurs représentants ne figurent pas sur les listes de la commune dans laquelle le bureau principal de collège est établi, il est joint à l'acte de présentation, un extrait de la liste des électeurs ou de la liste complémentaire des électeurs de la commune où ils sont inscrits ou de la liste dressée en application de l'article 7 de la loi du 23 mars 1989.

Si vous remarquez que cet extrait n'est pas joint, vous auriez à le signaler au déposant qui serait en droit de le produire, soit avant l'expiration de délai de présentation, soit même, dans le cas où la présentation aurait été écartée pour absence de cet extrait, au moment prévu pour le dépôt des actes rectificatifs ou complémentaires.

16. Si un acte séparé d'acceptation de candidature est présenté avant même que l'acte de présentation de candidature ait été déposé, le président, sans refuser de le recevoir, avertira les candidats que leur acceptation est prématurée, que s'ils préfèrent néanmoins ne pas devoir en renouveler le dépôt, il doit se borner à constater, dans le récépissé, que l'acte est remis par « M. ou Mme qui déclarent être présentés, en qualité de candidats pour le Parlement européen par M. ou Mme et consorts. »

voorkomend geval dient onderstreept te worden dat er ten minste drie opvolgers op de voordrachtsakte moeten staan (artikel 117, tweede lid, van het Kieswetboek).

13. De voordrachtsakte moet worden overhandigd door ten minste één van de drie kiezers, ondertekenaars aangewezen door de kandidaten of door één van de twee kandidaten aangewezen door de parlementsleden die de kandidaten voordragen (artikel 21 van de wet van 23 maart 1989).

De voordrachtsakte moet naam, voornamen, beroep, geboortedatum, woonplaats en volledig adres van de kandidaten en in voorkomend geval van de kiezers die hen voordragen vermelden. U moet de persoon, die de akte neerlegt wijzen op elk hieromtrent vastgesteld verzuim dat oorzaak van nietigheid zou kunnen zijn, als er twijfel over de identiteit van de kandidaten of de voordragenden zou uit voortvloeien.

Het geslacht van de kandidaten wordt bepaald op grond van de voor naam, die op het stembiljet staat. Nochtans moet de kandidaat die erom vraagt, gemachtigd worden zijn naam te laten voorafgaan door de afkorting van het woord « Mejuffrouw » (Mej.), « Mevrouw » (Mevr.) of « de heer » (De H.).

Voor getrouwde vrouwen of weduwen moet op de voordrachtsakte de naam aangeduid zijn waaronder zij ingeschreven willen zijn op het aanplakbiljet waarvan de gegevens voorgeschreven zijn bij artikel 23 van de wet van 23 maart 1989, alsmede op het stembiljet. Het is uit deze aanduidingen dat het hoofdbureau naderhand de vermeldingen zal moeten putten die op het stembiljet zullen worden ingeschreven.

De identiteit van de kandidaat gehuwde vrouw of weduwe mag door de naam van haar echtgenoot of overleden echtgenoot worden voorafgegaan.

De voordracht mag vermelden welk letterwoord bestaande uit ten hoogste zes letters, boven de kandidatenlijst moet komen op het stembiljet. Eenzelfde letterwoord kan worden gesteld, hetzij in een nationale taal, hetzij vertaald in een andere nationale taal, hetzij in een nationale taal samen met de vertaling in een andere nationale taal. Aan het aldus samengestelde letterwoord kan een bijkomend element worden toegevoegd dat uit ten hoogste zes letters bestaat en de Europese politieke groep aanduidt waartoe de formatie beweert te behoren; het geheel vormt één enkel letterwoord. Wanneer van die mogelijkheid gebruik gemaakt wordt, mag het letterwoord dat op het stembiljet boven de kandidatenlijst moet staan, ofwel op één lijn gezet worden, waarbij de twee elementen door een streepje gescheiden zijn, ofwel op twee lijnen, namelijk het eerste element op één lijn en het bijkomende element op de tweede, waarbij de twee lijnen door een horizontale streep gescheiden zijn. Samen met het letterwoord moeten worden vermeld de benaming of benamingen die erin zijn afgekort.

De voordrachten van kandidaten die een ingediend letterwoord vorderen, moeten vergezeld zijn van het attest van de door de parlementaire groep gemachtigde persoon of van zijn plaatsvervanger; wordt zodanig attest niet overgelegd dan weigert de voorzitter van het hoofdbureau het gebruik van het beschermde letterwoord door een niet erkende lijst (artikel 20, laatste lid, van de wet van 23 maart 1989).

14. De voorzitter mag een binnen de bepaalde termijnen afgegeven akte van voordracht of van bewilliging niet weigeren, hoe klaarblijkend de daarin voorkomende onregelmatigheden ook mogen zijn.

Hij geeft er ontvangstbewijs van (formulieren 15 of 16) en schrijft onderaan de voordrachtsakte: « Afgegeven door de heer (of mevrouw) de 19 .. te uur. »

15. Indien voordragende kiezers niet op de lijsten van de gemeente, waar het collegehoofdbureau is gevestigd, vermeld staan, wordt een uittreksel uit de kiezerslijst of uit de bijkomende kiezerslijst van de gemeente waarin zij ingeschreven zijn of uit de lijst opgemaakt met toepassing van artikel 7 van de wet van 23 maart 1989, bij de voordrachtsakte gevoegd.

Mocht U vaststellen dat dit uittreksel er niet bijgaat, dan moet U de indiener daarop attent maken; deze zou gerechtigd zijn om het over te leggen, hetzij vóór het verstrijken van de voordragingsstermijn, hetzij zelfs, ingeval de voordracht wegens het ontbreken van dit uittreksel mocht afgewezen zijn, op het ogenblik gesteld voor het indienen der verbeterings- of aanvullingsakten.

16. Wordt een afzonderlijke bewilligingsakte afgegeven voordat de voordrachtsakte is neergelegd dan weigert de voorzitter niet deze te ontvangen, maar verwittigt de kandidaten dat hun bewilliging voortijdig is, dat, indien zij niettemin haar liever niet opnieuw indienen, hij alleen in het ontvangstbewijs er van moet laten blijken dat de akte afgegeven is door « de heren (of mevrouwen) die verklaren als kandidaten voor het Europese Parlement door de heren (of mevrouwen) en medekandidaten voorgedragen te zijn. »

17. La transmission au Ministère de l'Intérieur des renseignements devant permettre la vérification des candidatures multiples doit s'effectuer aussitôt après l'expiration de délai fixé pour le dépôt des candidatures, soit le samedi 22 avril 1989, 57^e jour avant le scrutin.

Il y a lieu de transmettre au Ministère un extrait de toutes les listes déposées. Cet extrait comprend les nom, premier prénom et date de naissance des candidats titulaires et suppléants. Au bas de chaque extrait, le président doit, s'il y a lieu, indiquer le sigle de chaque liste.

18. Les observations auxquelles les actes peuvent donner lieu doivent être adressées par écrit au bureau principal, mais aucune forme déterminée n'est prescrite. Les actes mêmes ne peuvent être modifiés ni altérés de quelque manière que ce soit.

b) Arrêt provisoire de la liste des candidats.

19. Le bureau principal se réunit pour l'arrêt provisoire de la liste des candidats le lundi 24 avril 1989, 55^e jour avant le scrutin, à 18 heures.

Les témoins désignés par les candidats, en vertu de l'article 21, § 3, de la loi du 23 mars 1989, peuvent à raison d'un témoin par liste (ou par candidature isolée), assister à cette réunion; mais on ne peut y admettre ni les candidats, ni les électeurs qui ont fait la remise de la présentation.

Ces témoins doivent appartenir au collège électoral français. Ils justifient de leur qualité par la lettre les informant de leur désignation, signée par un candidat, et munie du contreseing du président du collège électoral. Au besoin, à défaut de cette lettre, le bureau peut se borner à exiger que le témoin justifie de son identité.

Il va de soi que si un électeur déposant ou un candidat a été désigné comme témoin, il a le droit en cette qualité, d'assister à la séance de l'arrêt provisoire.

20. Dès la séance de l'arrêt provisoire de la liste des candidats, le bureau principal de Collège doit accomplir certaines tâches tant du point de vue de la vérification des actes de présentation que de la vérification de l'éligibilité.

c) Vérification des actes de présentation.

21. Il s'impose que le bureau principal de collège certifie d'une manière très approfondie les actes de présentation dès la séance de l'arrêt provisoire. En effet, il est en possession de tous les éléments nécessaires à cet effet et, contrairement à ce qui se pratiquait dans le passé, c'est après l'arrêt provisoire et non plus après l'arrêt définitif qu'éventuellement des actes rectificatifs ou complémentaires peuvent être déposés.

22. Pour la présentation des candidats et l'acceptation des candidatures, il est généralement fait usage de formules imprimées.

Il est à remarquer que l'emploi de ces formules n'est pas légalement obligatoire et qu'il suffit que les actes déposés contiennent les mentions prescrites par la loi.

Il s'indique de se montrer large à cet égard.

23. L'examen de la validité des actes de présentation par le bureau principal porte notamment sur régularité de la remise des actes. Les mentions inscrites par le président au bas ou en marge des actes de présentation, doivent permettre au bureau d'apprécier la régularité de ce dépôt. Le cas échéant, le bureau apprécie le degré de gravité des irrégularités commises et leur influence sur la validité de l'acte même de candidature.

24. Le bureau vérifie également le nombre des électeurs ou parlementaires signataires de la présentation. Aux termes de l'article 21, § 1^{er}, de la loi du 23 mars 1989, la présentation de candidats doit être signée soit par cinq parlementaires belges au moins qui, au Parlement, appartiennent au groupe linguistique français, soit par mille électeurs au moins inscrits ou censés inscrits (1) dans chacune des cinq provinces qui, entièrement ou partiellement, composent le collège électoral français (donc, cinq mille électeurs au total).

25. La qualité d'électeur des signataires se constate soit par leur inscription sur les listes de la ville de Namur soit sur l'extrait dûment produit de la liste des électeurs ou de la liste complémentaire des électeurs de la commune où ils sont inscrits ou de la liste dressée en application de l'article 7 de la loi du 23 mars 1989.

C'est pour faciliter cette constatation que l'article 21 de la loi du 23 mars 1989 exige l'indication de la date de naissance des électeurs présentants.

(1) Les électeurs belges résidant sur le territoire d'un autre Etat membre de la Communauté européenne peuvent également signer un acte de présentation de candidatures. La loi prescrit que leurs signatures doivent être comptabilisées parmi celles à recueillir dans la province de Brabant.

17. De inlichtingen voor het onderzoek van de meervoudige kandidaturen dienen aan het Ministerie van Binnenlandse Zaken te worden toegestuurd dadelijk na het verstrijken van de termijn gesteld voor de indiening der kandidaturen, d.i. op zaterdag 22 april 1989, tweeënvijftigste dag vóór de stemming.

Aan het Ministerie dient een uittreksel uit al de ingediende lijsten te worden toegestuurd. Dit uittreksel moet de naam, de eerste voor-naam en de geboortedatum van de kandidaten-titularissen en -opvolgers bevatten. Onderaan elk uittreksel vermeldt de voorzitter in voorkomend geval het letterwoord van elke lijst.

18. De opmerkingen waartoe de akten kunnen aanleiding geven dienen schriftelijk tot het hoofdbureau te worden gericht. Er is echter geen bepaalde vorm voorgeschreven. De akten zelf mogen op generlei wijze worden gewijzigd of aangepast.

b) Voorlopig afsluiten der kandidatenlijst.

19. Het hoofdbureau komt, voor het voorlopig afsluiten van de kandidatenlijst, bijeen maandag 24 april 1989, 55^e dag vóór de stemming, te 18 uur.

De krachtens artikel 21, § 3 (wet van 23 maart 1989) door de kandidaten aangewezen getuigen, mogen, naar rata van één getuige per lijst (of per alleenstaande kandidatuur) de vergadering bijwonen, doch men mag er de kandidaten, noch de kiezers die de overhandiging der voordracht gedaan hebben, toelaten.

Deze getuigen moeten kiezers van het Nederlandse kiescollege zijn. Zij bewijzen hun hoedanigheid aan de hand van de desbetreffende brief ondertekend door een kandidaat en medeondertekend door de voorzitter van het kiescollege. Bij gebreke daarvan mag het bureau zich desnoods er toe bepalen te vergen dat de getuige zijn identiteit bewijst.

Het spreekt vanzelf dat zo een voordragende kiezer of een kandidaat als getuige is aangewezen, deze als zodanig het recht heeft de vergadering voor de voorlopige afsluiting bij te wonen.

20. Reeds tijdens de vergadering voor het voorlopig afsluiten van de kandidatenlijst moet het collegehoofdbureau bepaalde taken vervullen, zowel i.v.m. het onderzoek van de voordrachtsakten als i.v.m. het nagaan van de kiesbaarheid.

c) Onderzoek van de voordrachtsakten.

21. Het collegehoofdbureau moet de voordrachtsakten reeds bij de voorlopige afsluiting grondig onderzoeken. Het bezit daarvoor inderdaad al de nodige gegevens en, in strijd met wat vroeger gebeurde, is het na de voorlopige afsluiting en niet meer na de definitieve afsluiting, dat eventueel verbeterings- of aanvullingsakten kunnen ingediend worden.

22. Voor het voordragen van de kandidaten en het bewilligen van de kandidaturen, wordt in de regel gebruik gemaakt van gedrukte formulieren.

Er zij opgemerkt dat het niet wettelijk verplicht is van die formulieren gebruik te maken en dat het volstaat dat de ingediende akten de bij de wet voorgeschreven vermeldingen behelzen.

Het is vanzelfsprekend dat men zich ter zake ruim moet tonen.

23. Het onderzoek naar de geldigheid van de voordrachtsakten door het hoofdbureau gaat bepaaldelijk over de regelmatigheid van het indienen dezer akten. De door de voorzitter aange tekende vermeldingen onderaan of in de rand van de voordrachtsakten moeten het bureau in de mogelijkheid stellen de regelmatigheid van die neerlegging te beoordelen. Eventueel beoordeelt het bureau de graad van gewichtigheid van de begane onregelmatigheden en hun invloed op de geldigheid van de kandidaatstellingsakte zelf.

24. Het bureau gaat insgelijks het aantal na van de kiezers of de parlementsleden die de voordrachtsakte ondertekend hebben. Luidens artikel 21, § 1, van de wet van 23 maart 1989 moet deze voordrachtsakte worden ondertekend hetzij door minstens vijf Belgische parlementsleden van de Nederlandse taalgroep, hetzij door minstens duizend kiezers, ingeschreven of geacht ingeschreven te zijn (1) in elk van de vijf provincies, die geheel of gedeeltelijk het Nederlandse kiescollege vormen (dus vijfduizend in totaal).

25. De hoedanigheid van kiezer van de ondertekenaars wordt vastgesteld hetzij door hun inschrijving op de kiezerslijst van de stad Mechelen, hetzij door het uittreksel, behoorlijk overgelegd, van de kiezerslijst of de bijkomende kiezerslijst van de gemeente waar zij zijn ingeschreven of van de lijst opgemaakt met toepassing van artikel 7 van de wet van 23 maart 1989.

Het is om deze vaststelling te vergemakkelijken dat bij artikel 21 van de wet van 23 maart 1989 de aanduiding van de geboortedatum van de voordragende kiezers geëist wordt.

(1) De Belgische kiezers die op het grondgebied van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap verblijven mogen eveneens een voordrachtsakte ondertekenen. De wet schrijft voor dat hun handtekeningen moeten worden gerekend bij die, welke in de provincie Brabant moeten worden bijeengebracht.

Toutefois, en l'absence de la production d'extraits des listes électorales, le bureau ne peut rejeter un acte de présentation s'il n'a aucune raison sérieuse de douter de la qualité d'électeur des signataires.

26. L'électeur qui signe deux ou plusieurs actes de présentation peut encourir les pénalités prévues à l'article 202 du Code électoral (article 21, § 6, de la loi du 23 mars 1989). L'infraction est signalée au parquet par le bureau principal. Cette irrégularité ne peut toutefois avoir pour conséquence de réduire le nombre de signatures apposées sur les actes et toutes les signatures indûment apposées restent valables pour les listes.

27. Les candidats suppléants doivent figurer sur le même acte de présentation que les titulaires de la même liste, mais sous une rubrique ou avec une indication distincte.

L'ordre de présentation des candidats est déterminé soit par la disposition même des noms dans l'acte, soit pas un numéro d'ordre placé à côté de chaque nom.

28. Le nombre des candidats titulaires ne peut dépasser celui des mandats à conférer; celui des suppléants ne peut excéder le nombre des titulaires présentés dans le même acte (cfr. article 22, 2^o, b, de la loi du 23 mars 1989).

29. En cas d'infraction, l'acte tout entier est vicié et doit être écarté. Mais, pour juger de l'existence de l'irrégularité, le bureau ne doit envisager que le nombre de candidats ayant régulièrement accepté, et tenir compte, le cas échéant, des radiations opérées d'office en cas de candidatures multiples.

30. Le bureau examine avec soin si tous les candidats ont accepté leur candidature par une déclaration écrite et signée qui est remise au président du bureau principal de collège dans le délai prescrit pour le dépôt des présentations de candidats. Dans la même déclaration, les candidats doivent certifier qu'ils sont d'expression française ou allemande (article 21, § 2, alinéa 6, de la loi du 23 mars 1989).

Un candidat présenté sur la même liste, à la fois comme titulaire et comme suppléant, accepte valablement par une seule déclaration.

Il n'est pas exigé que l'acte d'acceptation indique la catégorie (titulaires ou suppléants), à laquelle appartient la candidature acceptée.

L'acceptation des différents candidats d'une même liste peut être donnée par des actes séparés et distincts.

31. En ce qui concerne les candidatures multiples, le bureau principal ne perdra pas de vue les dispositions de l'article 21, § 5, de la loi du 23 mars 1989.

32. Si des candidatures multiples se produisent dans le même collège électoral, le bureau rate le nom du candidat dans les deux listes.

En ce qui concerne les candidatures multiples qui se produisent dans des collèges différents, le bureau principal n'a pas à s'en occuper à la séance de l'arrêt provisoire, puisque la communication des renseignements du Ministre de l'Intérieur n'est prévue que pour la séance de l'arrêt définitif (le jeudi 27 avril 1989).

d) Vérification de l'éligibilité des candidats.

33. En vertu de l'article 119bis du Code électoral tel qu'il est modifié par l'article 22, 4^o, de la loi du 23 mars 1989, le bureau principal de collège vérifie les conditions d'éligibilité prescrites à l'article 41, 1^o, 2^o et 3^o de la susdite loi; il s'agit respectivement de la qualité d'électeur européen, de la condition d'âge et de la condition d'appartenance linguistique. La qualité d'électeur européen se vérifie par la consultation de la liste des électeurs belges visée à l'article 3. Le bureau écarte également les candidats qui, à la date de l'élection, n'auront pas encore atteint l'âge de 21 ans accomplis ou seront frappés de l'exclusion ou de la suspension du droit d'éligibilité. La condition d'éligibilité prescrite à l'article 41, 3^o, de la loi du 23 mars 1989 doit être remplie au plus tard au moment de la remise des actes de présentation (cfr. la déclaration d'appartenance linguistique dans l'acte d'acceptation de la candidature : article 21, § 2, alinéa 6, de la loi du 23 mars 1989).

34. Il n'appartient en aucun cas, au candidat de prouver son éligibilité devant le bureau. Pour écarter le candidat, il faut au contraire que le bureau soit en possession des preuves de l'inéligibilité de l'intéressé. Si cette preuve n'est pas faite, le bureau le constate et maintient le candidat sur la liste. Si, ultérieurement, des éléments nouveaux devraient être apportés devant les pouvoirs vérificateurs, ceux-ci pourraient, comme par le passé, en tirer les conséquences nécessaires.

En droit, le bureau peut écarter un candidat pour motif d'inéligibilité, d'office, c'est-à-dire sans intervention aucune de la part des adversaires. En fait, cependant, le bureau n'agira généralement qu'à la suite d'une contestation, soit parce que, en l'absence de celle-ci, il n'aura pas été mis en garde, soit parce que la preuve de l'inéligibilité aura été apportée.

Bij ontstentenis van overlegging van uittreksels uit de kiezerslijsten mag het bureau evenwel geen voordrachtsakte verwerpen indien het geen ernstige reden tot twijfel over de hoedanigheid van kiezer van de ondertekenaars heeft.

26. De kiezer die twee of meer voordrachtsakten ondertekent, kan de straffen oplopen die bij artikel 202 van het Kieswetboek voorzien zijn (artikel 21, § 6, van de wet van 23 maart 1989). De inbreuk wordt door het hoofdbureau aan het parket gemeld. Deze onregelmatigheid mag evenwel niet ten gevolge hebben het aantal handtekeningen op de akten te verminderen en al de onregelmatig geplaatste handtekeningen blijven geldig voor de lijsten.

27. De kandidaat-opvolgers moeten op dezelfde voordrachtsakte als de titularissen van dezelfde lijst voorkomen, maar onder een afzonderlijke rubriek of met afzonderlijke vermelding.

De voordrachtsorde van de kandidaten wordt bepaald hetzij door de schikking zelf van de namen in de akte, hetzij door een naast elke naam geplaatst rangnummer.

28. Het aantal kandidaat-titularissen mag dat van de te begeven mandaten niet te boven gaan; dat van de opvolgers mag het aantal van de in dezelfde akte voorgedragen titularissen niet overschrijden (cfr. artikel 22, 2^o, b, van de wet van 23 maart 1989).

29. Bij inbreuk is geheel de akte foutief en moet zij afgewezen worden. Doch om de onregelmatigheid te kunnen beoordelen, moet het bureau enkel het getal kandidaten in aanmerking nemen die regelmatig bewilligd hebben en eventueel rekening houden met ambtshalve gedane schrappingen zo er meervoudige kandidaturen zijn.

30. Het bureau onderzoekt zorgvuldig of de kandidaten hun kandidatuur hebben bewilligd bij een schriftelijke en ondertekende verklaring, die werd afgegeven aan de voorzitter van het collegehoofdbureau binnen de termijn voorgeschreven voor de indiening van de voordrachten van kandidaten. In dezelfde verklaring moeten de kandidaten bevestigen dat ze nederlandstalig zijn (artikel 116, lid 11, van het Kieswetboek, en 21, § 2, 4^ob, van de wet van 23 maart 1989).

Een op dezelfde lijst als titularis en als opvolger voorgedragen kandidaat bewilligt geldig bij één enkele verklaring.

Er wordt niet gevegd dat de bewilligingsakte de reeks aangeeft (titularissen of opvolgers), waartoe de bewilligde kandidatuur behoort.

De bewilliging der verschillende kandidaten van een zelfde lijst mag bij afzonderlijke en onderscheiden akten gedaan worden.

31. Wat de meervoudige kandidaturen betreft, mag het hoofdbureau de bepalingen van artikel 21, § 5, van de wet van 23 maart 1989 niet uit het oog verliezen.

32. Wanneer er in hetzelfde kiescollege meervoudige kandidaturen voorkomen, schrapt het bureau de naam van de kandidaat op de beide lijsten.

In zijn vergadering voor de voorlopige afsluiting hoeft het hoofdbureau zich niet in te laten met de meervoudige kandidaturen die in verschillende colleges voorkomen, vermits de mededeling van de inlichtingen van de Minister van Binnenlandse Zaken slechts ter vergadering van de definitieve afsluiting is voorzien (donderdag 27 april 1989).

d) Onderzoek van de verkiesbaarheid der kandidaten.

33. Krachtens artikel 119bis van het Kieswetboek zoals het is gewijzigd bij artikel 22, 4^o, van de wet van 23 maart 1989, gaat het collegehoofdbureau de bij artikel 41, 1^o, 2^o en 3^o, van voormelde wet voorgeschreven verkiesbaarheidsvereisten na; het gaat respectievelijk om de hoedanigheid van Europees kiezer, de leeftijdsvereiste en de taalaanhorigheidsvereiste. De hoedanigheid van Europees kiezer wordt gecontroleerd door de bij artikel 3 bedoelde lijst van Belgische kiezers te raadplegen. Het bureau wijst de kandidaten af die aan de voormelde voorwaarde niet voldoen. Het bureau wijst ook de kandidaten af die op de datum van de verkiezing de volle leeftijd van 21 jaar nog niet bereikt hebben of van het verkiesbaarheidsrecht uitgesloten of in de uitoefening ervan geschorst zijn. De in artikel 41, 3^o, van de wet van 23 maart 1989 voorgeschreven verkiesbaarheidsvereiste moet uiterlijk op het moment van de indiening van de voordrachtsakten vervuld zijn (cfr. de verklaring van taalaanhorigheid in de akte van bewilliging van de kandidaatsstelling : artikel 21, § 2, zesde lid, van de wet van 23 maart 1989).

34. De kandidaat moet in geen enkel geval zijn verkiesbaarheid voor het bureau bewijzen. Om de kandidaat te weren moet integendeel het bureau in het bezit zijn van de bewijzen van de onverkiesbaarheid van de betrokkene. Indien dit bewijs niet is bijgebracht, stelt het bureau zulks vast en behoudt de kandidaat op de lijst. Mochten naderhand bij de onderzoekende overheden nieuwe elementen ingebracht worden, dan mogen deze als voorheen de nodige gevolgtrekkingen er uit maken.

In rechte kan het bureau een kandidaat wegens onverkiesbaarheid, ambtshalve en dus zonder enige bemoeing van de tegenstanders weren. Feitelijk echter zal het bureau slechts ingevolge een betwisting optreden, hetzij omdat bij ontstentenis daarvan, het er niet voor werd gewaarschuwd, hetzij omdat het bewijs van de onverkiesbaarheid werd bijgebracht.

Dans la recherche de la preuve, la loi confie cependant une mission au président du bureau principal de collège. En effet, l'article 122, du Code électoral stipule que, si lors de l'arrêt provisoire, le bureau a écarté certains candidats pour motifs d'inéligibilité ou, si une réclamation a été introduite invoquant l'inéligibilité d'un candidat, le président doit inviter l'administration communale en cause à lui transmettre copie ou extrait certifié conforme de tous les documents en sa possession, susceptibles de lui donner des indications au sujet de l'éligibilité des candidats. Il a, à cet égard, une obligation absolue. Cependant, l'article 121 du Code électoral prévoit sur ce point le dépôt d'une réclamation motivée; il ne suffit pas de vagues allégations pour contraindre le président à procéder aux investigations susvisées. Aux termes de l'article 121 du Code électoral tel qu'il est modifié par l'article 22, 5°, de la loi du 23 mars 1989, ces réclamations motivées peuvent concerner soit la régularité des actes de présentation, soit les conditions d'éligibilité visées à l'article 43, des candidats présentés par des électeurs (cfr. n° 39).

Mais indépendamment de l'obligation dont il est question ci-dessus, le président a la faculté de procéder à d'autres investigations tant au point de vue de l'éligibilité des candidats en cause que des autres irrégularités alléguées. On remarquera qu'il s'agit ici d'une faculté et non d'une obligation absolue. Cependant, lorsqu'il s'agit d'un cas d'indignité, le président a le devoir moral de procéder à toutes autres investigations complémentaires qui s'avèreraient utiles.

35. Il a été signalé ci-dessus (cfr. n° 22) que dès l'arrêt provisoire, il faut examiner les actes de présentation d'une manière approfondie et statuer sur leur régularité matérielle. Il n'en est pas entièrement ainsi pour ce qui concerne l'éligibilité, parce que d'une manière générale, on ne se trouvera guère en possession d'éléments d'appréciation et que la loi place les recherches à effectuer à cet égard après l'arrêt provisoire des listes (art. 122 du Code électoral).

En droit, le bureau peut écarter un candidat pour motif d'inéligibilité dès l'arrêt provisoire des listes. En fait, cependant, il s'indiquera de se montrer très circonspect. En effet, même lorsque déjà à ce moment il est produit devant le bureau des documents constatant l'inéligibilité de candidats, par exemple un exemplaire du *Moniteur belge*, constatant la déchéance des droits politiques, il s'impose de faire montre d'une grande réserve, parce qu'une décision ultérieure peut avoir mis la première à néant.

A cet égard, j'attire en outre votre attention sur la loi du 30 juin 1961 relative à l'épuration civique (*Moniteur belge* du 1er juillet 1961) dont l'article 3 a abrogé les lois du 14 juin 1948 et du 29 février 1952, tout en maintenant dans certaines limites les déchéances de droits civils et politiques encourues en vertu de ces deux dernières lois et existant encore à la date d'entrée en vigueur de la loi du 30 juin 1961.

En vertu de l'article 4 de cette dernière loi, il est mis fin :

1° d'office, aux déchéances encourues à la suite de l'inscription sur les listes de l'auditeur militaire ou d'une mesure administrative en matière d'épuration (article 4, § 1er);

2° d'office, aux déchéances découlant de condamnations, du chef d'incivisme, à une peine d'emprisonnement ne dépassant pas trois ans, ou qui, par voie de grâce, a été ramenée à ce taux (article 4, §§ 4 et 6);

3° à la demande des intéressés et par décisions individuelles du Ministre de la Justice, aux déchéances encourues, à la suite de condamnations du chef d'incivisme, à une peine supérieure à trois ans, mais ne dépassant pas cinq ans, ou qui a été réduite à ce taux par voie de grâce (article 4, §§ 3 et 6).

Pour les condamnés qui en fin de compte ont encouru une peine privative de liberté de plus de cinq ans, la déchéance des droits de vote et d'éligibilité est maintenue à perpétuité conformément à l'article 6 du Code électoral.

En général donc, et sauf le cas où l'inéligibilité est absolument manifeste et de notoriété publique, il s'indiquera de retarder toute décision en ce qui concerne l'éligibilité jusqu'au moment de l'arrêt définitif.

36. Pour la rédaction du procès-verbal (1), il est recommandé de faire usage de la formule 17. Cette formule prévoit différentes hypothèses, et il va de soi qu'il y a lieu de biffer avec soins toutes celles qui ne sont pas réalisées. Il est également évident que les mentions figurant à cette formule sont uniquement données à titre d'indication et qu'elles ne peuvent lier en rien les bureaux principaux.

(1) Les procès-verbaux et l'ensemble des actes du bureau principal de collège devront être conformes aux lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative.

De wet heeft nochtans aan de voorzitter van het collegehoofdbureau een zekere taak op het stuk van de bewijslast opgedragen. Inderdaad, luidens artikel 122 van het Kieswetboek moet, indien bij het voorlopig afsluiten van de kandidatenlijst het hoofdbureau sommige kandidaten wegens onverkiesbaarheid geweerd heeft of indien een bezwaarschrift, steunende op onverkiesbaarheid van een kandidaat werd ingediend, de voorzitter het betrokken gemeentebestuur om toezending vragen van een gewaarmerkt afschrift van of uittreksel uit alle documenten die het in zijn bezit heeft en die hem nadere aanwijzingen kunnen verschaffen omtrent de verkiesbaarheid van de kandidaten. Op hem rust ten deze een formele verplichting. Volgens artikel 121 van het Kieswetboek moet echter een gemotiveerd bezwaarschrift zijn ingediend; vage plichten tot voornoemde onderzoekingen over te gaan. Naar luid van artikel 121 van het Kieswetboek, zoals het is gewijzigd bij artikel 22, 5°, van de wet van 23 maart 1989, kunnen die met redenen omklede bezwaarschriften betreffen hetzij de regelmatigheid van de voordrachtsakten, hetzij de verkiesbaarheidsvereisten bedoeld in artikel 43, voor de door kiezers voorgedragen kandidaten (cfr. nr. 39).

Afgezien van de bovenvermelde verplichting heeft de voorzitter evenwel het recht tot andere onderzoekingen over te gaan zowel inzake verkiesbaarheid van de kandidaten als inzake andere ingeroepen onregelmatigheden. Er zij opgemerkt dat het hier om een recht gaat en niet om een formele verplichting. Wanneer het een geval van onwaardigheid betreft, is de voorzitter er evenwel moreel toe gehouden alle bijkomende onderzoekshandelingen te verrichten die mochten nodig blijken.

35. Hierboven (nr. 22), werd er de aandacht op gevestigd dat reeds bij de voorlopige afsluiting de materiële regelmatigheid van de voordrachtsakten grondig dient te worden onderzocht en hierover uitspraak dient te worden gedaan. Dit is niet helemaal het geval wat de verkiesbaarheid aangaat, vermits men doorgaans over weinig beoordelingsgegevens zal beschikken en de wet de ten deze te verrichten opzoeken na de voorlopige afsluiting voorziet (art. 122 van het Kieswetboek).

Rechtens is het bureau bevoegd een kandidaat wegens onverkiesbaarheid af te wijzen bij de voorlopige afsluiting van de lijsten. Feitelijk zal echter de grootste omzichtigheid geboden zijn. Inderdaad, zelfs wanneer er op dat ogenblik bij het bureau reeds documenten zijn ingediend, waaruit de onverkiesbaarheid van de kandidaten blijkt, zoals bv. een exemplaar van het *Belgisch Staatsblad* tot vaststelling van het verval van de politieke rechten, dan nog betracht met de grootste gereserveerdheid, omdat een latere beslissing de eerste kan hebben te niet gedaan.

Ten deze vestig ik bovendien uw aandacht op artikel 3 van de wet van 30 juni 1961, betreffende de epuratie inzake burgertrouw (*Belgisch Staatsblad* van 1 juli 1961) dat de wetten van 14 juni 1948 en 29 februari 1952 heeft opgeheven, doch binnen zekere perken de vervallenverklaringen van burgerlijke en politieke rechten, opgelopen krachtens de twee laatstgenoemde wetten en nog bestaande op de datum van inwerkingtreding van de wet van 30 juni 1961, heeft gehandhaafd.

Krachtens artikel 4 van laatstgenoemde wet is er een einde gemaakt :

1° van ambtswege, aan de vervallenverklaringen, opgelopen ten gevolge van een inschrijving op de lijsten van de krijgsoverheid of van een administratieve maatregel inzake epuratie (artikel 4, § 1);

2° van ambtswege, aan de vervallenverklaringen, wegens incivisme, tot een gevangenisstraf die niet meer dan drie jaar bedraagt of die, bij genademaatregel, tot die duur teruggebracht werd (artikel 4, §§ 4 en 6);

3° op verzoek van de betrokkenen en bij individuele beslissingen van de Minister van Justitie, aan de vervallenverklaringen opgelopen ten gevolge van veroordelingen, wegens incivisme, tot een straf die meer dan drie jaar maar niet meer dan vijf jaar bedraagt, of die reeds, bij genademaatregel, tot die duur werd teruggebracht (artikel 4, §§ 3 en 6).

Voor de veroordeelden die, uiteindelijk, een vrijheidsstraf van meer dan vijf jaar hebben opgelopen, wordt de vervallenverklaring van het recht om te stemmen, te kiezen en verkozen te worden levenslang gehandhaafd overeenkomstig artikel 6 van het Kieswetboek.

Derhalve is het doorgaans, behoudens in een klablijkend en algemeen bekend geval, geraden elke beslissing omtrent de verkiesbaarheid tot bij de definitieve afsluiting uit te stellen.

36. Voor de opmaking van het proces-verbaal (1) verdient het aanbeveling formulier 17 te gebruiken. Dit formulier voorziet tal van hypothesen en het spreekt vanzelf dat al de niet verwezenlijkte zorgvuldig moet worden geschrapt. Het is eveneens vanzelfsprekend dat de vermeldingen op dat formulier enkel als aanwijzing dienen en geenszins de hoofdbureaus binden.

(1) De processen-verbaal en alle handelingen van het collegehoofdbureau moeten conform de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken zijn.

On observera que l'article 120 du Code électoral dispose que, lorsque le bureau principal déclare irrégulière la présentation de certains candidats, les motifs de cette décision sont insérés au procès-verbal. Cette disposition doit recevoir application, quelle que soit l'irrégularité, donc également et surtout lorsqu'un candidat est écarté pour motif d'inéligibilité.

On remarquera que d'après la formule, la liste des candidats est dressée en annexe; la raison en est qu'un des exemplaires du procès-verbal peut devoir être transmis à la Cour d'appel et/ou au Conseil d'Etat et que l'on évite ainsi de devoir reproduire inutilement la longue liste des candidats.

Le procès-verbal constatant l'arrêt provisoire sera signé par les membres du bureau et par tous les témoins présents.

e) Des devoirs à accomplir après l'arrêt provisoire.

37. Le jour même où a lieu l'arrêt provisoire, le président du collège électoral procédera aux notifications prévues à l'article 120 du Code électoral.

La formule 18 peut être employée à cet effet.

38. Le mardi 25 avril 1989, 54^e jour avant le scrutin, le président du bureau principal de collège, siège, entre 13 et 15 heures, en vue de recevoir les réclamations motivées qui seraient introduites contre l'admission de certaines candidatures.

Il notifie immédiatement les réclamations par lettre recommandée, aux électeurs ou aux candidats qui ont fait la remise des actes de présentation attaqués, en indiquant les motifs de la réclamation (cf. n° 38). Si l'éligibilité d'un candidat est contestée, celui-ci est en outre informé directement de la même manière; la formule 20 peut être employée à cet effet.

Le même jour entre 13 et 15 heures, les candidats peuvent en outre introduire, auprès du bureau principal de collège, une réclamation contre la déclaration d'appartenance linguistique prescrite à l'article 21, § 2, alinéa 6, de la loi du 23 mars 1989 et formulée par un candidat présenté par des électeurs. Le président du bureau notifie immédiatement ces réclamations, par lettre recommandée, aux candidats concernés par celles-ci.

Ces questions sont réglées par l'article 121 du Code électoral.

39. L'article 122 du Code électoral appelle de plus amples commentaires. Il prévoit que si lors de l'arrêt provisoire le bureau a écarté d'office certains candidats pour motif d'inéligibilité ou si le mardi, 25 avril 1989, 54^e jour avant le scrutin, des réclamations motivées invoquant l'inéligibilité d'un candidat ont été déposées, le président invite, télégraphiquement ou par réquisitoire porté par le secrétaire du bureau principal, l'administration communale du domicile du candidat à lui transmettre, sur-le-champ et sous pli recommandé et expès, copie ou extrait certifié conforme de tous les documents en sa possession, susceptibles de donner des indications au sujet de l'éligibilité du candidat.

Si le candidat en cause n'est pas domicilié dans la commune depuis quinze jours au moins et si les documents pouvant établir l'inéligibilité ne sont pas encore parvenus à la commune, celle-ci transmet télégraphiquement le texte du télégramme ou du réquisitoire à l'administration communale du domicile précédent.

On remarquera que lorsque le candidat en cause est domicilié dans la commune chef-lieu ou dans une commune limitrophe, il est plus pratique d'envoyer un délégué, par exemple le secrétaire, muni d'un réquisitoire.

Par ailleurs, il va de soi que si des documents précis sont invoqués, il peut être utile de les mentionner spécialement dans le télégramme ou dans le réquisitoire.

40. Il convient de remarquer que si la loi prescrit au président de s'adresser aux administrations communales, elle donne également la faculté de s'adresser à d'autres administrations et à cet égard, le rapport fait au nom de la Commission de l'Intérieur de la Chambre des représentants s'exprime comme suit :

« Le président peut faire toutes autres investigations qu'il juge utiles. En lui conférant cette mission, on lui donne nécessairement la faculté de faire appel à d'autres administrations publiques, spécialement aux greffes et aux parquets afin d'obtenir tous documents utiles à la solution du différend. Il en résulte aussi, pour les instances intéressées, l'obligation d'accéder, immédiatement et gratuitement à la demande du président.

Men zal opmerken dat in artikel 120 van het Kieswetboek is bepaald dat, zo het hoofdbureau de voordracht van sommige kandidaten onregelmatig verklaart, de redenen van die beslissing in het proces-verbaal moeten opgenomen worden. Die bepaling dient te worden toegepast, welke ook de onregelmatigheid zij, dus eveneens en vooral wanneer een kandidaat wegens onverkiesbaarheid geweerd werd.

Er zij ook opgemerkt dat, volgens het formulier, de kandidatenlijst in bijlage wordt opgemaakt; de reden hiervan ligt hierin dat het mogelijk is dat het proces-verbaal, aan het Hof van beroep en/of aan de Raad van State moet overgezonden worden en dat men aldus kan vermijden dat de lange lijst der kandidaten nutteloos dient te worden overgeschreven.

Het proces-verbaal van de voorlopige afsluiting moet door de leden van het bureau en door al de aanwezige getuigen ondertekend worden.

e) Wat dient te worden gedaan na de voorlopige afsluiting.

37. De dag zelf van de voorlopige afsluiting gaat de voorzitter van het kiescollege over tot de bij artikel 120 van het Kieswetboek voorgeschreven kennisgevingen.

Daarvoor mag formulier 18 worden gebruikt.

38. Op dinsdag, 25 april 1989, vierenvijftigste dag vóór de stemming, zetelt de voorzitter van het collegehoofdbureau, van 13 tot 15 uur, voor het in ontvangst nemen van de gemotiveerde bezwaarschriften die tegen aanvaarding van sommige kandidaten mochten ingediend worden.

Onmiddellijk notificeert de voorzitter deze bezwaarschriften per aangetekende brief aan de kiezers of aan de kandidaten die de bestreden voordrachtsakten hebben ingeleverd, met vermelding van de redenen van het bezwaar. Als de verkiesbaarheid van een kandidaat wordt betwist, wordt deze daarvan op dezelfde wijze in kennis gesteld, daarvoor mag formulier 20 worden gebruikt.

Dezelfde dag van 13 tot 15 uur kunnen de kandidaten eveneens bij het collegehoofdbureau bezwaarschriften indienen tegen een ander kandidaat die door kiezers is voorgedragen, wat de door de betrokken kandidaat afgelegde taalverklaring betreft, voorgeschreven bij artikel 21, § 2, zesde lid, van de wet van 23 maart 1989. De voorzitter van het bureau notificeert deze bezwaarschriften bij aangetekende brief onmiddellijk aan de betrokken kandidaten.

Ten deze geldt de tekst van artikel 121 van het Kieswetboek.

39. Artikel 122 vergt nadere commentaar. Het bepaalt dat indien bij het voorlopig afsluiten het hoofdbureau sommige kandidaten ambtshalve wegens onverkiesbaarheid geweerd heeft of indien de dinsdag 25 april 1989, vierenvijftigste dag voor de stemming, gemotiveerde bezwaarschriften wegens onverkiesbaarheid zijn ingediend, de voorzitter het gemeentebestuur van de woonplaats van de kandidaat telegrafisch of bij schriftelijke vordering, gedragen door de secretaris van het hoofdbureau, verzoekt hem terstond per aangetekende spoedbestelling een gewaarmerkt afschrift van of een uittreksel uit alle documenten die het in zijn bezit heeft en die nadere aanwijzingen kunnen verschaffen omtrent de verkiesbaarheid van de betrokken kandidaat, toe te zenden.

Heeft deze laatste niet sedert ten minste vijftien dagen zijn woonplaats in de gemeente en zijn de stukken waaruit de onverkiesbaarheid kan blijken, nog niet op de gemeente toegekomen, dan stuurt deze telegrafisch de tekst van het telegram of van de vordering door aan het gemeentebestuur van de vorige woonplaats.

Men merkt op dat wanneer de betrokken kandidaat in de hoofdplaatsgemeente of in een aangrenzende gemeente woont, het praktisch is een afgevaardigde, bv. de secretaris, voorzien van een schriftelijke vordering, te sturen.

Overigens is het vanzelfsprekend dat, indien bepaalde stukken worden geeist, het dienstig is er uitdrukkelijk in het telegram of in de schriftelijke vordering melding van te maken.

40. Er dient te worden opgemerkt dat zo de wet aan de voorzitter voorschrijft zich tot de gemeentebesturen te richten, hij eveneens het recht heeft zich tot andere besturen te richten en hieromtrent wordt in het verslag namens de Commissie voor de Binnenlandse Zaken van de Kamer van Volksvertegenwoordigers het volgende verklaard :

« De voorzitter mag alle andere navorsingen doen die hij nodig acht. Bij het geven van deze opdracht wordt noodzakelijk de bevoegdheid verleend om ook op andere openbare besturen en meer in 't bijzonder op de griffies en parketten een beroep te doen ten einde alle documenten te bekomen die voor de oplossing van het geschil dienstig kunnen zijn. Daaruit vloeit ook voort dat de betrokken instanties tot plicht hebben onmiddellijk en kosteloos aan het verzoek van de voorzitter te voldoen.

Le président se fera, sans aucun doute, un devoir de demander d'office les pièces qui lui sont signalées en temps utile par le candidat comme pouvant servir à sa défense. »

41. Lorsque le président procède d'office à des investigations au sujet de l'éligibilité d'un candidat, il s'indique d'en aviser celui-ci de toute urgence, afin de lui permettre de préparer sa défense et d'assister à la séance de l'arrêt définitif des listes de candidats.

42. Le président du bureau principal de collège siège à nouveau le jeudi 27 avril 1989, 52^e jour avant le scrutin, entre 14 et 18 heures, à l'effet de recevoir, le cas échéant, les mémoires, et les actes rectificatifs ou complémentaires prévus à l'article 123 du Code électoral. Cet article n'appelle guère de commentaires. Il faut observer cependant qu'il ne vise pas expressément l'omission de la mention prescrite pour les dates de naissance (1). Toutefois, comme il permet de compléter l'acte « en cas d'absence du nombre requis de signatures régulières d'électeurs présentants » et donc, d'ajouter à ces nouvelles signatures régulières d'électeurs présentants » et donc, d'ajouter à ces nouvelles signatures toutes les autres mentions qui doivent les accompagner, le bureau principal estimera sans doute que, par application du principe « qui peut le plus, peut le moins », l'acte pourrait également être complété, le cas échéant, pour ce qui concerne les dates de naissance qui feraient défaut à côté de signatures régulières d'électeurs présentants.

Il convient d'observer que l'acte rectificatif ou complémentaire ne peut comprendre le nom d'aucun candidat nouveau, ni modifier l'ordre de présentation adopté dans l'acte écarté. La loi précise par ailleurs que la réduction du nombre trop élevé de candidats titulaires ou suppléants ne peut résulter que d'une déclaration écrite par laquelle un candidat retire son acte d'acceptation (article 123, alinéas 4 et 5, du Code électoral).

La disposition qui précède doit s'apprécier à la lumière de l'article 116, alinéa 1^o, du Code électoral et de l'article 117, alinéa 2, du même Code, tel qu'il est modifié par l'article 22, 2^o, b, de la loi du 23 mars 1989. Aux termes de ces dernières dispositions, aucune liste ne peut comprendre un nombre de candidats supérieur à celui des membres à élire et le nombre de candidats à la suppléance ne peut excéder celui des candidats effectifs présentés dans le même acte : un acte de présentation ne peut donc comporter au maximum que onze candidats aux mandats effectifs et onze candidats à la suppléance.

L'hypothèse à envisager est celle où le bureau à provisoirement écarté un acte de présentation pour le motif qu'il comprenait un nombre trop élevé de candidats titulaires ou suppléants. Dans ce cas, les candidats en surnombre peuvent, par le biais d'un acte rectificatif, retirer leur acte d'acceptation dans une déclaration écrite. A défaut par eux de ce faire, l'acte de présentation devra être écarté pour le tout.

Le cas ci-dessus envisagé ne doit pas être confondu avec celui où, sans qu'il y ait de candidats en surnombre, l'un ou l'autre candidat souhaite retirer sa candidature. Aux termes de l'article 21, § 2, alinéa 7, de la loi du 23 mars 1989, le candidat acceptant ne peut plus valablement retirer sa candidature, une fois les actes de présentation remis au président du bureau principal de collège, qu'avec l'assentiment des signataires de l'acte et de tous ses colistiers. Le retrait de candidature n'est donc autorisé dans cette hypothèse que moyennant l'accord écrit des 5 000 électeurs signataires ou des 5 parlementaires présentants et de tous les colistiers. L'acte de candidature doit en effet s'analyser juridiquement comme un contrat, un candidat ne pouvant être admis à rompre ce contrat unilatéralement. L'assentiment des signataires est requis pour sauvegarder la présentation et empêcher qu'une liste déposée ne soit lésée de manière irrévocable, voire peut-être dans une intention frauduleuse. A noter qu'un tel retrait de candidature doit nécessairement intervenir, pour pouvoir être accueilli, entre l'arrêt provisoire et définitif de la liste des candidats. En vertu de l'article 123, alinéa 4, du Code électoral, les candidats qui se seraient désistés ne pourraient en aucun cas être remplacés par de nouveaux candidats via un acte rectificatif.

f) Arrêt définitif de la liste des candidats.

43. C'est le jeudi 27 avril 1989, 52^e jour avant le scrutin, à 16 heures, que le bureau se réunit pour arrêter définitivement la liste des candidats.

(1) Sauf en ce qui concerne la date de naissance des candidats ou des électeurs qui ont été désignés pour faire la remise des actes de présentation — cfr. article 123, alinéa 3, 4^o, du Code électoral.

De voorzitter zal het zich ongetwijfeld ook tot plicht rekenen ambtshalve die stukken te vragen die hem tijdig door de betrokken kandidaat zijn aangeduid als zijnde nuttig voor zijn verdediging. »

41. Wanneer de voorzitter ambtshalve inlichtingen inwint omtrent de verkiesbaarheid van een kandidaat, is het aangewezen dat hij zo spoedig mogelijk deze kandidaat ervan verwittigt om hem in de mogelijkheid te stellen zijn verdediging voor te bereiden en in de zitting van de definitieve afsluiting der kandidatenlijsten aanwezig te zijn.

42. De voorzitter van het collegehoofdbureau zetelt opnieuw op donderdag 27 april 1989, tweeënvijftigste dag vóór de stemming, tussen 14 en 18 uur, om eventueel de in artikel 123 van het Kieswetboek bedoelde memorieën en verbeterings- of aanvullingsakten in ontvangst te nemen. Dit artikel behoeft wel geen commentaar. Nochtans dient te worden opgemerkt dat het niet uitdrukkelijk gewag maakt van het verzuim van de voorgeschreven vermelding van de geboortedata (1). Vermits het evenwel toelaat de akte aan te vullen « bij gemis van het vereiste aantal regelmatige handtekeningen van voordragende kiezers », en dus ook bij deze nieuwe handtekeningen al de andere vermeldingen die ermede moeten gepaard gaan toe te voegen zal het hoofdbureau ongetwijfeld van mening zijn dat, bij toepassing van het principe « die het grote mag doen, mag ook het kleine » de akte eventueel ook zou mogen aangevuld worden voor wat de geboortedatum betreft die mocht ontbreken bij de regelmatige handtekeningen van voordragende kiezers.

Er dient te worden opgemerkt dat de verbeterings- of aanvullingsakte niet de naam van een nieuwe kandidaat mag bevatten, en evenmin de in de afgewezen akte aangenomen volgorde van de voordracht mag wijzigen. De wet bepaalt overigens dat de vermindering van het te groot aantal kandidaat-titularissen of -opvolgers slechts mogelijk is, wanneer uit een schriftelijke verklaring van een kandidaat blijkt dat hij zijn bewilligingsakte intrekt (artikel 123, vierde en vijfde lid, van het Kieswetboek).

Voorgaande bepaling moet gezien worden samen met artikel 116, zestiende lid, van het Kieswetboek en artikel 117, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, zoals het gewijzigd is bij artikel 22, 2^o, b, van de wet van 23 maart 1989. Naar luid van die laatste bepalingen, mogen op eenzelfde lijst niet meer kandidaten voorkomen dan er leden te kiezen zijn en mogen er niet meer kandidaat-opvolgers zijn dan kandidaat-titularissen die in dezelfde akte worden voorgedragen : een voordrachtsakte mag dus maximum 13 kandidaten voor de werkelijke mandaten en 13 kandidaten voor de opvolging behelzen.

De te onderzoeken hypothese is die, waarin het bureau een voordrachtsakte afwijst omdat zij een te hoog aantal kandidaat-titularissen of -opvolgers bevat. In dat geval kunnen de kandidaten in overtaal, bij wege van een verbeteringsakte, hun akte van bewilliging intrekken in een schriftelijke verklaring. Gebeurt dit niet, dan moet de voordrachtsakte volledig afgewezen worden.

Het tevoren beoogde geval mag niet verward worden met dat waarin, zonder dat er kandidaten in overtaal zijn, een of ander kandidaat wenst zijn kandidatuur in te trekken. Naar luid van artikel 21, § 2, zevende lid, van de wet van 23 maart 1989 kan de bewilligende kandidaat zijn kandidaatstelling niet meer op geldige wijze intrekken, nadat de voordrachtsakte aan de voorzitter van het collegehoofdbureau is overhandigd, tenzij met de instemming van de ondertekenaars van de akte en van al zijn medekandidaten. De intrekking van kandidaatstelling is, in die onderstelling dus slechts toegelaten wanneer de 5 000 voordragende kiezers of de 5 voordragende parlementsleden hun schriftelijk akkoord geven. De voordrachtsakte moet immers juridisch als een contract worden beschouwd, zodat een kandidaat het niet eenzijdig kan verbreken. De instemming van de ondertekenaars is vereist om de voordracht te vrijwaren en te beletten dat een ingediende lijst onherroepelijk benadeeld wordt, misschien wel met bedrieglijk opzet. Aan te stippen valt dat een dergelijke intrekking van kandidaatstelling, noodzakelijk moet geschieden, om te kunnen worden ingewilligd, tussen de voorlopige en de definitieve afsluiting van de kandidatenlijst. Luidens artikel 123, vierde lid van het Kieswetboek zouden de kandidaten die zich terugtrekken in geen geval door nieuwe kandidaten kunnen worden vervangen bij wege van een verbeteringsakte.

f) Definitieve afsluiting van de kandidatenlijst.

43. Donderdag 27 april 1989, tweeënvijftigste dag vóór de stemming te 16 uur, vergadert het bureau om de kandidatenlijst definitief af te sluiten.

(1) Behalve wat de geboortedatum betreft van de kandidaten of van de kiezers die werden aangewezen om de voordrachtsakten in te leveren — cfr. artikel 123, derde lid, 4^o, van het Kieswetboek.

Peuvent assister à cette séance : les témoins, les déposants des listes et à leur défaut seulement, ceux qui ont introduit, le mardi 25 avril 1989, une réclamation, ou qui, le jeudi 27 avril 1989, ont déposé un mémoire ou un acte rectificatif ou complémentaire.

Il est à remarquer que si les déposants des listes et, à leur défaut, les candidats, sont admis à assister à la séance de l'arrêt définitif, c'est parce qu'en vertu des articles 121 et 123 du Code électoral, ils peuvent adresser des réclamations motivées ou un mémoire en réplique au bureau; en agissant de la sorte, ils se portent partie au litige et leur présence se justifie à la séance de l'arrêt définitif.

Il va de soi, d'autre part, que si un électeur déposant, ou un candidat, a été désigné comme témoin, il a également, en cette qualité le droit d'assister à la séance.

En outre, lorsque l'éligibilité d'un candidat est contestée, ce candidat et le réclamant peuvent également assister à la séance. L'un et l'autre peuvent être remplacés par un mandataire. Pour la justification du mandat, aucune forme n'est prescrite, mais il est certain qu'il s'indique d'exiger la production d'un mandat écrit.

Aussi bien du point de vue de sa présence à la séance de l'arrêt définitif que du droit ultérieur dont il dispose de former appel, il est intéressant d'examiner si celui qui, avant l'arrêt provisoire, a déposé des « observations » écrites au sujet de l'éligibilité d'un candidat, peut ou non être assimilé à celui qui après l'arrêt provisoire, a déposé une « réclamation », la loi employant le terme « réclamant ». L'assimilation des « observations » aux « réclamations » ne semble pas pouvoir se justifier en équité lorsque celui qui a vu rejeter ses observations lors de l'arrêt provisoire a eu l'occasion de les renouveler ou de les faire renouveler sous forme de réclamation après l'arrêt provisoire; s'il ne l'a pas fait, il ne doit s'en prendre qu'à lui-même. En outre, les « observations » ne doivent pas, comme les « réclamations », être motivées et elles ne doivent pas être notifiées aux candidats intéressés de sorte que ceux-ci n'ont pas eu les mêmes garanties pour assurer leur défense. Par contre, dans le cas où une « observation » a été d'emblée admise lors de l'arrêt provisoire et se voit ensuite rejetée lors de l'arrêt définitif, l'auteur de cette observation pourrait s'estimer lésé si interdiction lui était faite d'assister à la séance puisque, faute d'avoir pu user du droit de réclamation, il se verrait en outre privé de celui de former appel.

Pour éviter cette difficulté, il est recommandé, d'une part, de conseiller aux auteurs d'« observations » qu'elles soient adoptées ou non lors de l'arrêt provisoire, de renouveler celles-ci sous forme de « réclamations » après cet arrêt et, d'autre part, de n'user qu'avec circonspection comme il est déjà recommandé ci-dessus du droit d'écarter un candidat pour inéligibilité dès l'arrêt provisoire. Si, cependant, celui qui a fait des « observations » écrites avant l'arrêt provisoire et qui n'a pas introduit une « réclamation » après cet arrêt insistait pour pouvoir assister à la séance et, ultérieurement pour interjeter appel, il serait souhaitable que le bureau l'admette et laisse à la Cour d'appel et/ou au Conseil d'Etat le soin de se prononcer.

44. A l'ouverture de la séance de l'arrêt définitif, le président donne connaissance, le cas échéant, des communications du Ministre de l'Intérieur au sujet des candidatures multiples et le bureau procède immédiatement aux radiations nécessaires.

Le président donne ensuite connaissance de tous les documents reçus ou recueillis après l'arrêt provisoire et le bureau, après avoir entendu les intéressés s'ils le désirent, arrête définitivement la liste des candidats. Si, ce faisant, le bureau écarte un candidat pour motif d'inéligibilité ou s'il écarte une réclamation invoquant l'inéligibilité, le président demande au candidat ou au réclamant (éventuellement à leur mandataire) s'ils désirent ou non interjeter appel de la décision du bureau. Il est à remarquer que la présence personnelle ou par mandataire est une condition de recevabilité de l'appel. Si la réponse à la question posée est affirmative, le président invite l'intéressé à signer une déclaration d'appel sur le procès-verbal même.

Il convient d'observer que cette faculté pour le candidat ou le réclamant d'interjeter appel concerne également les décisions prises par le bureau au sujet des réclamations introduites contre les déclarations d'appartenance linguistique formulées par des candidats présentés par des électeurs (cfr. n° 39 ci-dessus). Dans ce cas, le

Mogen die vergadering bijwonen : de getuigen, de indieners van de lijsten en slechts bij hun ontstentenis, de personen die op dinsdag 25 april 1989, een bezwaarschrift, of donderdag, 27 april 1989, een memorie of een verbeterings- of aanvullingsakte ingediend hebben.

Er dient te worden opgemerkt, dat zo de indieners van de lijsten en, bij ontstentenis, de kandidaten de vergadering voor de definitieve afsluiting mogen bijwonen, dit een gevolg is van het feit dat zij, krachtens de artikelen 121 en 123 van het Kieswetboek gerechtigd zijn gemotiveerde bezwaarschriften of een memorie van wederantwoord bij het bureau in te dienen; door aldus te handelen, stellen zij zich partij in het geschil en is hun aanwezigheid op de vergadering voor de definitieve afsluiting verantwoord.

Het spreekt vanzelf dat zo een voordragende kiezer of een kandidaat als getuige is aangewezen hij eveneens in die hoedanigheid de vergadering mag bijwonen.

Daarenboven mogen, bij betwisting van de verkiesbaarheid van een kandidaat, deze kandidaat en de indiener van het bezwaar eveneens op de vergadering aanwezig zijn. Ze mogen zich door een gemachtigde laten vervangen. Er is niet voorgeschreven in welke vorm het bewijs van de machtiging moet geleverd worden, maar het is zeker dat de overlegging van een geschreven machtiging dient te worden geëist.

Zowel ten aanzien van zijn aanwezigheid op de vergadering voor de definitieve afsluiting als van zijn recht op later beroep, is het niet onbelangrijk te onderzoeken of de persoon, die vóór de voorlopige afsluiting, geschreven « opmerkingen » omtrent de verkiesbaarheid van een kandidaat heeft ingediend al dan niet kan gelijkgesteld worden met hem die na de voorlopige afsluiting, een « bezwaarschrift » neergelegd heeft, daar de wet de woorden « indiener van het bezwaar » gebruikt. De gelijkstelling van « opmerkingen » met « bezwaarschriften » lijkt niet billijk. De persoon wiens opmerkingen bij de voorlopige afsluiting verworpen zijn heeft immers de gelegenheid gehad ze opnieuw bij wijze van bezwaarschrift naar voren te brengen of te laten naar voren brengen na de voorlopige afsluiting; indien hij zulks niet gedaan heeft, draagt hij er alleen de schuld van. De « opmerkingen » moeten trouwens, in tegenstelling met de « bezwaarschriften », niet gemotiveerd zijn. Zij dienen niet te worden notificeerd aan de belanghebbende kandidaten, zodat aan deze niet dezelfde garanties tot het voordragen van hun verdediging gegeven zijn. Daarentegen zou hij wiens schriftelijke opmerking bij de voorlopige afsluiting geredelijk aangenomen en daarna hij de definitieve afsluiting van de hand gewezen werd, zich benadeeld kunnen achten omdat hij niet van het « recht op bezwaar » gebruik kan maken en alzo niet in de gelegenheid is geweest zijn beroepsrecht uit te oefenen.

Om die moeilijkheid te vermijden, verdient het aanbeveling, enerzijds, aan hen die « opmerkingen » maken — om het even of deze bij de voorlopige afsluiting al dan niet worden aangenomen — aan te raden die opmerkingen in de vorm van « bezwaarschriften » na de voorlopige afsluiting te vernieuwen en, anderzijds, van het recht om een kandidaat, reeds bij de voorlopige afsluiting, wegens onverkiesbaarheid te weren, slechts op omzichtige wijze gebruik te maken, zoals reeds hiervoren werd gezegd. Indien nochtans degenen, die schriftelijke « opmerkingen » vóór de voorlopige afsluiting gemaakt, doch geen « bezwaarschrift » na die afsluiting ingediend heeft, aandringt om op de vergadering te mogen aanwezig zijn en, naderhand, om beroep te mogen instellen, lijkt het wenselijk dat het bureau hem dit toestaat en aan het Hof van Beroep en/of de Raad van State de zorg overlaat om uitspraak te doen.

44. Bij de opening van de vergadering voor de definitieve afsluiting, geeft de voorzitter, eventueel, kennis van de mededelingen van de Minister van Binnenlandse Zaken, betreffende de meervoudige kandidaturen en doet het bureau onmiddellijk de nodige schrappingen.

De voorzitter geeft vervolgens kennis van alle stukken, die hij na de voorlopige afsluiting mocht ontvangen of bijeengebracht hebben en het bureau, na de belanghebbenden die het wensen, te hebben gehoord, sluit de kandidatenlijst definitief af. Indien het bureau daarbij een kandidaat wegens onverkiesbaarheid weert of een bezwaar, waarbij onverkiesbaarheid aangevoerd wordt, van de hand wijst, vraagt de voorzitter aan de kandidaat of de indiener van het bezwaar (eventueel van hun gemachtigde), of ze al dan niet tegen de beslissing van het bureau hoger beroep wensen in te stellen. Er dient te worden opgemerkt dat de tegenwoordigheid, persoonlijk of bij gemachtigde, vereist is, voor de ontvankelijkheid van het beroep. Luidt het antwoord op de gestelde vraag bevestigend dan verzoekt de voorzitter de belanghebbende op het proces-verbaal zelf een verklaring van beroep te ondertekenen.

Tevens dient nog te worden vermeld dat tegen de beslissing door het collegehoofdbureau getroffen in verband met een bezwaarschrift tegen de afgelegde taalverklaring van een kandidaat, voorgedragen door kiezers, beroep kan worden ingesteld bij de Raad van State (cfr. nr. 39 hierboven). In dit geval worden de kandidaat of de

recours dont il s'agit est ouvert auprès du Conseil d'Etat et le candidat ou le réclamant (ou éventuellement leur mandataire) sont pareillement invités à signer, s'ils le désirent, une déclaration d'appel sur le procès-verbal même.

Il faut noter que les décisions du bureau, autres que celle se rapportant à l'éligibilité des candidats, ne sont pas sujettes à appel (article 125, alinéa 4, du Code électoral).

Il est recommandé d'étudier avec soin la formule 17, destinée à recevoir le procès-verbal. Différentes hypothèses y sont prévues et il y a lieu de biffer avec soin les mentions qui sont relatives à celles qui ne sont pas réalisées.

45. Si aucun recours n'est introduit, le bureau doit procéder immédiatement, après l'arrêt définitif, au numérotage des listes qui ne portent pas un sigle protégé. Les opérations relatives au numérotage devant nécessairement se combiner avec la formation du bulletin de vote, il est indispensable de décider en même temps comment les listes seront disposées sur le bulletin (cfr. modèle annexé à la loi du 23 mars 1989).

En cas de recours, le bureau reporte ces opérations au lundi 8 mai 1989, 4^e jour avant l'élection, à 18 heures, aussitôt qu'il aura reçu connaissance des décisions de la Cour d'appel et/ou du Conseil d'Etat.

46. Des indications très claires sont données aux alinéas 1 à 5 et 12 de l'article 128 du Code électoral pour la confection du bulletin de vote. L'alinéa 2 dudit article a été modifié par l'article 24, § 2, 1^o, de la loi du 23 mars 1989.

Ces alinéas sont libellés comme suit :

« Les listes de candidats sont inscrites dans le bulletin à la suite les unes des autres. Chaque nom de candidat isolé et chaque liste de candidats sont surmontés d'une case réservée au vote et d'un numéro d'ordre imprimé en chiffres arabes ayant au moins 1 centimètre de hauteur et 4 millimètres d'épaisseur, ainsi que du sigle indiqué dans la présentation de candidats; le sigle de la liste est imprimé en capitales ayant 5 millimètres de hauteur et ses lettres sont placées horizontalement.

« Une case de vote de dimensions moindres se trouve à côté du nom et du prénom de chaque candidat, à l'exception de celui du candidat isolé présenté sans suppléant.

« Les cases réservées au vote sont noires et présentent au milieu un petit cercle de la couleur du papier, ayant un diamètre de 4 millimètres.

« Les noms des candidats titulaires et suppléants sont inscrits dans l'ordre des présentations dans la colonne réservée à la liste à laquelle ils appartiennent. La mention « suppléants » figure au-dessus des noms des candidats aux places de suppléant.

« Les listes sont classées dans le bulletin, conformément à leur numéro d'ordre.

« Lorsqu'un canton électoral est composé de communes à régime linguistique différent, les bulletins de vote sont unilingues dans les communes unilingues et bilingues dans les autres. »

47. Le numérotage des listes est réglé avec précision par les alinéas 6 et 7 de l'article 128 du Code électoral, tels qu'ils sont modifiés par l'article 24, § 2, de la loi du 23 mars 1989.

Les listes qui portent un sigle protégé obtiennent le numéro d'ordre qui, en vertu de l'article 20 de ladite loi, est attribué à ce sigle. Les numéros suivants sont attribués aux autres listes par des tirages au sort successifs. Un premier tirage au sort, pour l'attribution des numéros, s'effectue entre les listes complètes, et un second entre les listes incomplètes.

On remarquera que dans certains cas, il n'y aura pas lieu de procéder à des tirages au sort; ainsi, si en dehors des listes portant un sigle protégé, une seule liste est présentée, cette liste recevra automatiquement le numéro d'ordre suivant immédiatement le dernier numéro attribué conformément à l'article 20 susvisé.

S'il reste encore d'autres listes et si l'une est complète et l'autre pas, c'est la première qui obtient automatiquement numéro suivant.

D'autre part, il n'est plus fait de distinction entre les listes incomplètes et les candidats isolés; le cas échéant, les uns et les autres participent au même tirage au sort.

Il convient enfin d'observer que même si le sigle n'est pas protégé, il est admis à surmonter la liste des candidats qui s'en prévalent.

Bruxelles, le 17 avril 1989.

Le Ministre de l'Intérieur,
L. Tobback.

bezwaaarindienner (of eventueel hun gemachtigde) eveneens uitgenodigd, als zij dit wensen, een verklaring van beroep op het proces-verbaal zelf te ondertekenen.

Er dient te worden aangestipt dat de beslissingen van het hoofdbureau, die geen betrekking hebben op de verkiesbaarheid van de kandidaten, niet vatbaar zijn voor beroep (artikel 125, lid 4, van het Kieswetboek).

Het verdient aanbeveling formulier 17 bestemd voor het opmaken van het proces-verbaal, met zorg te bestuderen. Verschillende veronderstellingen zijn erin voorzien en de vermeldingen betreffende veronderstellingen die zich niet voordoen dienen met zorg te worden geschrapt.

45. Als er geen beroep is ingesteld, moet het bureau onmiddellijk tot de nummering van de lijsten overgaan, voor de lijsten die geen beschermd letterwoord of volgnummer hebben. Daar de verrichtingen betreffende de nummering in sommige gevallen noodzakelijk samenhangen met het opmaken van het stembiljet is het onontbeerlijk terzelfdertijd te beslissen hoe de lijsten op het stembiljet zullen geschikt worden (zie model als bijlage bij de wet van 23 maart 1989).

Ingeval van beroep worden deze verrichtingen verdaagd tot maandag 8 mei, eenenveertigste dag vóór de stemming te 18 uur, nadat het collegehoofdbureau kennis heeft genomen van de beslissingen van het Hof van Beroep en/of de Raad van State.

46. Voor de opmaking van het stembiljet zijn in de leden 1 tot 5 en 12, van artikel 128 van het Kieswetboek zeer duidelijke richtlijnen gegeven. Het tweede lid van genoemd artikel werd gewijzigd bij artikel 24, § 2, 1^o, van de wet van 23 maart 1989.

De bedoelde leden luiden als volgt :

« De kandidatenlijsten worden op het stembiljet naast elkaar geplaatst. Boven de naam van elke alleenstaande kandidaat en boven elke kandidatenlijst staan een stemvak en een volgnummer in Arabische cijfers van ten minste 1 centimeter hoogte en 4 millimeter breedte, alsmede het letterwoord overeenkomstig artikel 116, vierde lid, vermeld in de voordracht van kandidaten; het letterwoord van de lijst wordt gedrukt in hoofdletters van 5 millimeter hoogte en deze letters worden horizontaal geplaatst.

« Naast de naam en de voor naam van ieders kandidaat staat een kleiner stemvak, behalve naast die van alleenstaande kandidaten die zonder opvolger zijn voorgedragen.

« De stemvakken zijn zwart, met in het midden een stipje van dezelfde kleur als het papier en van 4 millimeter doormeter.

« De namen van de kandidaat-titularissen en van de kandidaat-opvolgers worden in de volgorde van de voordracht vermeld in de kolom bestemd voor de lijst waartoe zij behoren. Boven de namen van de kandidaat-opvolgers wordt de vermelding « opvolgers » geplaatst.

« De lijsten worden op het stembiljet gerangschikt in de volgorde van de nummers.

« Wanneer een kieskanton is samengesteld uit gemeenten met verschillend taalstelsel, zijn de stembiljetten eentalig in de esntalige gemeenten en tweetalig in de andere. »

47. De nummering van de lijsten wordt nauwkeurig geregeld door het zesde en het zevende lid van artikel 128 van het Kieswetboek, zoals zij zijn gewijzigd bij artikel 24, § 2, van de wet van 23 maart 1989.

De lijsten die een beschermd letterwoord dragen, krijgen het volgnummer dat, overeenkomstig artikel 20 van genoemde wet aan dat letterwoord is verbonden. De volgende nummers worden bij opeenvolgende lotingen toegekend aan de andere lijsten. Een eerste loting voor het toekennen van de nummers geschiedt onder de volledige lijsten, een tweede onder de onvolledige.

Er dient te worden opgemerkt dat het in bepaalde gevallen niet nodig is tot loting over te gaan; zo zal bv. wanneer buiten de lijsten met een beschermd letterwoord, slechts één enkele lijst ingediend wordt, aan deze laatste lijst automatisch het nummer toegekend worden dat onmiddellijk volgt op het laatste nummer dat werd toegekend overeenkomstig het hiervoor aangehaalde artikel 20.

Als er andere lijsten overblijven, waarvan de ene volledig en de andere onvolledig is, dan krijgt de eerste automatisch het onmiddellijk volgende nummer.

Anderzijds wordt geen onderscheid meer gemaakt tussen de onvolledige lijsten dan de alleenstaande kandidaten; in voorkomend geval nemen de ene zowel als de andere aan dezelfde loting deel.

Er dient tenslotte opgemerkt te worden dat, zelfs indien het letterwoord niet beschermd is, het evenwel bovenaan de betrokken lijst dient gedrukt te worden.

Brussel, 17 april 1989.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. Tobback